

Recherches sociographiques

Ginette KURGAN-van HENTENRYK (dir.), *La question sociale en Belgique et au Canada. XIXe -XXe siècles*

Albert Faucher

Volume 30, Number 1, 1989

URI: id.erudit.org/iderudit/056431ar

DOI: [10.7202/056431ar](https://doi.org/10.7202/056431ar)

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales,
Université Laval

ISSN 0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Faucher, A. (1989). Ginette KURGAN-van HENTENRYK (dir.), *La question sociale en Belgique et au Canada. XIXe -XXe siècles*. *Recherches sociographiques*, 30(1), 150–151.
doi:[10.7202/056431ar](https://doi.org/10.7202/056431ar)

Tous droits réservés © Recherches sociographiques,
Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

Ginette KURGAN-VAN HENTENRYK (dir.), *La question sociale en Belgique et au Canada, XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1988, 230 p.

Voici un ouvrage collectif qui paraît résulter d'un colloque sur la question sociale, organisé sous les auspices du Centre d'études canadiennes de l'Université libre de Bruxelles et auquel ont participé quatorze auteurs, canadiens et belges. Il aura plutôt servi de prétexte à un colloque cautionné ou subventionné par le Centre culturel du Canada, par le Commissariat général aux relations internationales, par le Crédit communal de Belgique, par la Délégation du Québec à Bruxelles, par le Fonds national de la recherche scientifique et par le Ministère de l'éducation nationale.

Jacques Allard se demande si nous avons eu, ici, des auteurs dont les travaux auraient eu quelque effet sur la question sociale et, inversement, si une certaine littérature du Québec ne reflète pas ses problèmes sociaux. Certes, ils sont nombreux ceux qui, depuis Buies jusqu'à Savard, se sont inspirés du social ou qui en traitent; mais dans l'acception large d'Allard, le social ne soulève pas nécessairement *la question*. Michel Voisin soutient que « l'analyse des rapports entre la vie sociale et la littérature demande des études longues et minutieuses qui ne peuvent prendre place dans l'espace imparti dans ce colloque ». C'est pourquoi se limite-t-il délibérément à deux cas, l'Acadie et l'Ontario français (l'un dans les pêches, l'autre dans les mines et les forêts); il montre comment, dans sa dimension historique, la vie de ces régions se reflète dans leur littérature. Robin Mathews aborde le sujet par le côté anglophone. La littérature qui s'est occupée du social l'a fait d'abord dans le sens d'une quête de l'identité canadienne, puis dans le sens des problèmes issus de l'industrialisation. Dans les années 1930, c'est un modèle de vie sociale pour les ouvriers qu'on cherche, cependant que les écrivains québécois font ressortir la primauté déontologique de la question sociale et le rôle de l'Église catholique dans la poursuite d'une solution. Et c'est sur ce point que le Québec et la Belgique se rejoignent.

Fernand Ouellet nous présente, d'une façon aussi complète que possible, l'historiographie du social. Elle accorde beaucoup de place à la question nationale, au point qu'on a peine à en dissocier le social. La présence de deux nationalités au Québec, en relation de dominant/dominé, a même donné, dans les années 1950 et 1960, une certaine écriture d'allure marxiste, posant le problème en termes de classes ethniques. Cette revue historiographique s'appuie sur une acception plus précise de la question sociale, née de l'industrialisme, et elle en couvre les principaux aspects. Elle ne se limite pas à énumérer des ouvrages, mais s'en fait leur critique sous deux chefs: synthèses et monographies. C'est une revue de belle facture et de grande utilité. L'article de Jean Puissant porte sur l'historiographie belge comme miroir de la société, plus abondante du côté flamand, qui révèle des éclairages idéologiques. Parcourant les grands travaux de synthèse sur les crises sociales, il signale que l'histoire sociale y est traitée de façon plutôt marginale par les grands historiens et qu'il faut chercher chez les non-historiens (militants, gens d'action, sociologues et économistes) ce qui fasse le pont avec le Québec.

Suivent trois brèves études, de Jean-Jacques Heirwegh, d'Éliane Gubin et de Jean-Pierre Nandrin, qui traitent de la politisation de la question sociale et de ses conséquences législatives, des enquêtes, des commissions, et des tendances interventionnistes. Heirwegh touche aux relations belgo-canadiennes par rapport à l'influence des méthodes de Le Play et de l'école de Tourville et Demolins. Gubin et Nandrin font aussi mention de l'usage de ces méthodes d'enquête dans l'étude des événements de 1886 qui ont amené

l'État belge à prendre en charge le social. Nandrin étudie les débuts de la législation sociale et fait ressortir l'astuce des concessions minimales : « réformer pour conserver » les relations industrielles et sociales. Au Québec, il y eut prise en charge par l'Église.

Selon Cornelius J. Jaënen, l'immigration belge au Canada (Manitoba, Ontario et Québec), avec sa nouvelle main-d'œuvre dans l'agriculture et dans les mines, y aurait apporté des idées anticléricales et socialistes ; mais l'Église aurait réprimé et mis en échec cette influence.

Yvan Lamonde aborde la question sociale en la dépouillant de ses attributs nationalistes. Il nous révèle les innovations québécoises inspirées de la Belgique sur les plans de la pensée et de l'action : syndicats, mouvements de jeunesse, associations coopératives ou autres. Il montre la liaison très forte qu'il y eut du côté des œuvres principalement.

Au dire de Jean-Pierre Charland, l'Église s'est adaptée aux réalités nouvelles de la société industrielle. Elle s'est appliquée surtout à éviter les conflits entre le capital et le travail. Pour créer une atmosphère de paix ou éviter la lutte des classes, elle a essayé de créer une espèce d'alliance entre le paternalisme patronal et le paternalisme pastoral dans les nouveaux milieux de production : il s'agissait d'éduquer la classe ouvrière... Contribution qui éclaire les origines du syndicalisme catholique d'ici !

Serge Jaumain jette un « regard belge sur la question sociale au Canada ». Caractéristique, cette vision des « vieux pays » sur les pays neufs qu'on dit riches en matières brutes et pauvres en main-d'œuvre et en capital. Les problèmes agricoles y apparaissent d'abord et la question sociale s'y pose plus tard avec la montée de l'industrialisation. À ce deuxième moment, les Québécois interrogent les catholiques de la Belgique et sa littérature en fait état : comment se présente le social dans un nouveau pays, pays d'immigration, pays traditionaliste. « Il y eut un modèle belge pour les catholiques québécois, mais certainement pas l'inverse. »

Michèle Champagne étudie le mouvement patronal catholique après la Seconde Guerre mondiale. Comment des associations patronales (belge, québécoise, française) communiquent-elles, par l'intermédiaire de l'Union internationale des associations patronales catholiques, en vue d'un renouveau dans les relations industrielles ? Fini le paternalisme, vive la démocratie industrielle ! Il faut instaurer le dialogue. On aurait dit que le retard industriel du Québec rendait plus efficace l'influence belge et que sa contribution y endiguait la vague socialiste. Et, du point de vue patronal, voilà ce qu'il fallait faire !

Ce recueil d'articles n'est pas à vrai dire un livre de chevet, à moins de donner à cette expression un sens inavouable ici, mais on peut le lire en pièces détachées et y trouver des références utiles. Disons qu'il a une valeur documentaire. C'est le thème qui fait défaut : on ne bâtit pas un ouvrage collectif sur une base indéterminée. La question sociale, c'est quoi ?

Albert FAUCHER

*Professeur émérite,
Université Laval.*
